Modèle d’arrêté portant nomination aux fonctions de secrétaire général(e) de mairie

(commune de moins de 3500 habitants)

Le Maire de …

Vu :

- le code général des collectivités territoriales, notamment son article L. 2122-19-1,

- le code général de la fonction publique,

- la loi n° 2023-1380 du 30 décembre 2023 visant à revaloriser le métier de secrétaire de mairie,

*(le cas échéant)* - le décret n° 88-145 du 15 février 1988 modifié relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale,

(le cas échéant)- le décret n° 91-298 du 20 mars 1991 modifié portant dispositions statutaires applicables aux fonctionnaires territoriaux nommés dans des emplois permanents à temps non complet,

- la délibération du conseil municipal en date du … portant création de l’emploi de … (*grade*) à temps complet (ou non complet …/35ème), pour exercer les fonctions de secrétaire général(e) de mairie,

- l’arrêté en date du … fixant la dernière situation de Monsieur/Madame *… (prénom et nom de l’agent)*, au grade de … (*grade*), à compter du …,

Ou

- le contrat à durée déterminée/indéterminée en date du … recrutant Monsieur/Madame… *(prénom et nom de l’agent)*, sur un emploi de … (*grade*) à compter du …,

Considérant que le nombre d’habitants de la commune est inférieur à 2000 habitants,

OU

Considérant que le nombre d’habitants de la commune est compris entre 2000 habitants et 3500 habitants et qu’aucun agent exerce les fonctions de directeur général des services,

**ARRÊTE**

Article 1**:** Monsieur/Madame… *(prénom et nom de l’agent)* est nommé(e) aux fonctions de secrétaire général(e) de mairie à temps complet (ou non complet (…/35ème) à compter du …….

Article 2 **:** Le secrétaire général de mairie est chargé(e) de l’exécution du présent arrêté qui sera transmis au représentant de l’Etat et notifié à l’intéressé.

Article 3 : Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Nantes - 6, Allée de l'Ile Gloriette 44041 NANTES CEDEX - dans un délai de deux mois à compter de la présente notification. La juridiction administrative compétente peut également être saisie par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr/)

Une ampliation du présent arrêté sera adressée :

* au Président du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Sarthe,
* au comptable de la collectivité

Fait au ….., le ….

Le Maire (nom – prénom - signature)

Notifié le Signature de l’agent